

**Saint-Pierre-des-Corps,
Le 11 janvier 2007 à 16h20**

**Autorité de Régulation des
Communications
électroniques et des
Postes**

**Objet : Accès aux boîtes aux lettres installées
dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès**

Dans le cadre de la consultation organisée par l'ARCEP au sujet de l'implantation massive des accès Vigik sur les deux départements sur lesquels opère notre société, nous souhaitons porter à votre connaissance les faits suivants :

Notre société a pour activité principale la distribution de presse gratuite et d'imprimés publicitaires en boîtes aux lettres. DirectBox est née du regroupement de deux sociétés, DPC sur l'Indre et Loire et Pubeddiffusion sur la Vienne, implantées depuis plus de 30 ans sur ces deux départements.

L'implantation massive et sans consultation préalable des accès Vigik perturbe véritablement notre organisation au quotidien, introduit une distorsion de concurrence totalement injustifiée, et génère un problème financier conséquent

- La mise en place de la Convention Collective de la Distribution Directe a eu pour conséquence la mensualisation des distributeurs d'imprimés, là où auparavant, prospérait le paiement à la tâche. Si nous nous réjouissons de cette avancée sociale, elle n'est pas sans poser problème à l'heure où l'accès aux immeubles nous est fermé par le système Vigik. Nos clients nous paient un nombre de boîtes aux lettres distribuées. Moins nous distribuons de boîtes aux lettres, moins le chiffre d'affaires engrangé est conséquent, alors que parallèlement, et du fait de la mensualisation, nos charges de personnel restent fixes. Nous n'avons qu'un seul recours, celui d'augmenter le prix de nos prestations. Cette position est intenable pour l'opérateur régional que nous sommes, face aux opérateurs nationaux que sont Médiapost et Adrexo qui utilisent leur implantation nationale, et c'est bien normal, pour tirer les prix du marché à la baisse. Dans ce cadre, Vigik est un accélérateur de la disparition des sociétés de distribution locale.
- La répartition du chiffre d'affaires engrangé par notre société laisse la part belle aux acteurs économiques locaux. Car si les opérateurs nationaux cassent les prix du marché au niveau national, ils restent inabordables pour les acteurs économiques locaux. C'est sur ce marché délimité géographiquement que nous intervenons. Si, dans les années à venir, nous ne pouvons maintenir notre prestation, c'est toute l'économie régionale qui en sera affectée.
- Le point d'exergue de la distorsion de concurrence que nous portons à votre connaissance, est que les opérateurs nationaux argumentent en négociation commerciale, sur le fait que eux, possèdent la totalité des accès Vigik. Cette argumentation nous marginalise de facto, nous qui n'avons pas accès à ces boîtes aux lettres. Nous ne savons pas si l'utilisation des accès Vigik par les opérateurs nationaux de la distribution d'imprimés publicitaires est frauduleuse ou non. Mais le résultat, est qu'ils possèdent ces accès, s'en servent comme un argument commercial, et que cet argument porteur nous décrédibilise.

- Enfin, beaucoup d'institutionnels (Mairie, communauté d'agglomération, partis politiques, et associations) font appel à nos services, parce que l'intérêt principal pour ces clients est que la distribution soit effectuée correctement et sur la totalité des communes concernées. Nous mettons, plus que tout autre, un point d'honneur à réaliser des distributions de qualité. Le système Vigik, est un frein à cette distribution qualitative qui nous est chère (parce qu'elle est à l'origine de la fidélité de nos clients institutionnels), en nous barrant l'accès à un nombre de plus en plus important de boîtes aux lettres. Avec Vigik, nous ne pouvons plus réaliser correctement la mission qui nous incombe.

Pour toutes ces raisons, nous demandons un accès égal pour tous les opérateurs de la distribution de la presse gratuite et des imprimés publicitaires, afin que les acteurs économiques puissent choisir leur prestataire en fonction des critères naturels de prix et de qualité de service. Le privilège accordé aux opérateurs nationaux par la mise en place du système Vigik, est, à nos yeux, intolérable par la distorsion qu'il instaure au plan de la concurrence et ne respecte pas -par là même- la réglementation applicable en la matière.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement,

Pascal VIOLAMER
Directeur Opérationnel